

DELIBERATION N° 2018-96

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

Du 25 SEPTEMBRE 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA-ANTIPOLIS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-1 et suivants,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration,
Vu l'avis du comité technique de l'UNS en date du 19 juin 2018
Vu la délibération du Conseil d'Administration n° 2018-37
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration,

Valide la création et le fonctionnement de la commission ayant vocation à se prononcer sur le retrait des diplômes délivrés par UNS en cas de fraude commise pour leur obtention, selon le détail ci-après :

Article 1 : Le conseil d'administration de l'UNS approuve la création d'une commission en charge d'instruire les demandes de retrait de thèse ou d'autres diplômes délivrés par l'UNS, en cas de fraude commise en vue de leur obtention par d'anciens étudiants dépourvus de la qualité d'usagers d'un établissement d'enseignement supérieur français au moment de la découverte des faits.

Article 2 : Cette commission sera présidée par le référent éthique et intégrité scientifique de l'UNS et UCA. Seront membres de droit :

- Le Vice-président formation ou le vice-président Recherche de l'UNS, l'un étant le suppléant de l'autre,
- Un représentant du service commun de la documentation.

Seront également désignés par le Président de l'UNS, en fonction de la discipline du diplôme dont le retrait est envisagé, deux enseignants du CAC de l'UNS, deux usagers du CAC de l'UNS et/ou du collège des études doctorales n'appartenant pas à l'école doctorale dans laquelle était inscrit l'auteur présumé de la fraude, la parité homme / femme étant respectée pour ces deux dernières catégories.

Article 3 : Le déroulement de la procédure suivie devant la commission de retrait des diplômes est fixé en annexe à la présente délibération. La commission élaborera un avis pour éclairer le Président de l'UNS sur la réalité de la fraude. La décision finale de retrait du diplôme sera prise par le Président de l'UNS.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 36

Quorum : 18

Présents et représentés : 25

Fait à Nice, le **25 SEP. 2018**

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-96

TRANSMISE AU RECTEUR : - 9 OCT. 2018

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.

**ANNEXE A L'ARTICLE 3 DE LA DELIBERATION N° 2018-96 PORTANT CREATION D'UNE COMMISSION DE
RETRAIT DES DIPLOMES EN CAS DE FRAUDE**

Déroulement de la procédure devant la commission de retrait des diplômes :

En cas de conflit d'intérêt, les membres doivent informer le Président de la commission de la situation et demander le droit de déport. Si le Président lui-même se trouve dans cette situation, il se retire au profit de l'un des vice-présidents de l'UNS prévus à l'article 2 de la présente délibération.

Suite à une saisine écrite dénonçant la fraude adressée au président de l'établissement, le Président de l'UNS convoque la commission en vue de l'instruction de l'affaire.

Le président de la commission nomme un rapporteur et deux co-rapporteurs.

A compter de leur désignation, les rapporteurs disposent d'un délai de quinze jours pour instruire l'affaire et établir un rapport d'instruction, mettant en œuvre, pour ce faire, tous les moyens propres à les éclairer (auditions témoignage, analyse comparée des documents par des outils adaptés).

L'instruction peut toutefois être réalisée par le rapporteur et l'un des deux co-rapporteurs.

Concomitamment, le secrétariat du CAC informe par lettre RAR, le mis en cause de la procédure ouverte à son encontre et lui transmet les éléments fournis au soutien de la demande de saisine.

Il lui est indiqué la date et l'heure de l'audition et il est informé de la possibilité de se faire assister du conseil de son choix. Dans ce même courrier, il lui est rappelé que, pendant l'instruction et jusqu'à l'audition, le mis en cause peut apporter tout élément à l'appui de sa défense.

Un délai de quinze jours sépare la phase de convocation et l'audition.

Lors de l'audition, le président donne lecture du rapport d'instruction puis des débats contradictoires interviennent entre la commission et le mis en cause ; celui-ci ayant la parole en dernier.

Des témoins peuvent être entendus.

La commission statue valablement en présence de la moitié de ses membres.

Un procès-verbal d'audition relatant les échanges et l'avis de la commission est établi et signé du président de la commission.

Cet avis est transmis par le secrétariat du CAC au président de l'établissement.

Dès réception de cet avis, le Président de l'UNS dispose d'un délai d'un mois pour notifier sa décision à la personne mise en cause, par LRAR. Cette notification comprend les délais et voies de recours de droit commun c'est-à-dire la possibilité de contester la décision dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Nice.

Au moment où le président de l'UNS rend son avis, et s'il décide du retrait du diplôme, il en informe le rectorat et, le cas échéant, le CNU, les gestionnaires des plateformes de travaux de recherche, et peut saisir le parquet.

Dans sa décision, le président indique que le diplôme est retiré et motive sa décision. Il précise également les mesures retenues s'agissant de la suppression complète du document.

- Soit il considère que le retrait du diplôme engendre la destruction du document qui a été le support de délivrance du diplôme : dans cette hypothèse, il conviendra de faire pilonner ce document mais aussi les documents dérivés comme la microfiche. En termes de catalogage, cela signifie que les exemplaires et les notices doivent être supprimés.
- Soit il considère que le document continue d'exister mais qu'il n'a plus le statut de diplôme et notamment de thèse de doctorat. Il conviendra de modifier les notices bibliographiques correspondantes, en leur supprimant le code "Thèse originelle".